

# LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 26 SEPTEMBRE 2016

## SOMMAIRE

- 1) **Le PS cherche ses électeurs !**
- 2) **La candidate naturelle...**
- 3) **Pas bon pour Mélenchon**
- 4) **Il marche plus...il trace...**
- 5) **L'Education Nationale vote FN ?!**
- 6) **L'échec du quinquennat de Hollande**
- 7) **La gauche vote à droite...**



Gérard Diez La Presse en Revue

## I ) Les électors disparus du Parti socialiste





**Depuis 2012, le PS n'a connu qu'une longue série de défaites électorales. Invité : Frédéric Sawicki, professeur de science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.**

<https://youtu.be/9UyInS7Pjnl>

## **II) Taubira, candidate naturelle de la gauche pour 2017?**

**Et si Christiane Taubira devenait la candidate naturelle à gauche dans l'éventualité où Hollande renonçait à se présenter à l'élection présidentielle et que Mélenchon, Duflot, Montebourg et Hamon mettaient leurs ego de côté?**



Tonitruant retour, pour l'ex Garde des Sceaux  
AFP PHOTO / LIONEL BONAVENTURE



Maurice Szafran Editorialiste invité

Dans l'univers politique de la gauche, si cet univers prétendait seulement à un tant soi peu de cohérence, la gauche de la gauche présenterait un candidat unique au premier tour de l'élection présidentielle en évitant, cela va de soi, la vraie-fausse primaire socialiste mise au point par François Hollande et le Premier secrétaire du PS

Jean-Christophe Cambadélis au seul service du président sortant. Jean-Luc Mélenchon, Cécile Duflot, Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, tous prétendument candidats à une primaire et (ou) à la présidentielle, n'entendent évidemment rien à cette logique. Pourtant, elle devrait s'imposer d'évidence à eux. A les entendre, ils partagent deux objectifs essentiels et communs.

1. Défendre les (vraies) valeurs de la (vraie) gauche mises à mal puisque, selon eux, la gauche de gouvernement a trahi, qu'elle ne vaut pas mieux que la droite sinon pire, qu'il n'y a rien à sauver - rien - dans le quinquennat 2007-2012.

2. Mais il y a plus encore, un compte personnel que Mélenchon, Duflot, Hamon et Montebourg entendent solder avec ... François Hollande. Conflit éminemment politique, mais aussi humain, personnel, intime où se mêlent lignes divergentes et mépris, divergences théoriques et inimitiés désormais sans retour. Bref, ils entendent lui régler son compte, se mettre en travers d'une hypothétique nouvelle candidature, lui faire la peau. Hollande et "sa" social-démocratie qui accumulent les échecs et les impairs: voilà l'ennemi, le seul qui importe vraiment, celui dont il faut se "charger" avant même la droite et l'extrême droite.

Cette focalisation peut paraître démente tant les priorités pourraient (devraient?) être différentes, notamment lancer un combat acharné contre la ligne de front théorique Sarkozy-Le Pen en passe de se constituer sans mot dire, usant ainsi à l'extrême le champ culturel et idéologique. Mais peu leur importe: feu sur Hollande, leur seule et unique cible commune. Car pour le reste...

### **Appel à une union de la gauche et leçon de laïcité**

Hors de question pour Mélenchon, Montebourg, Hamon et Duflot de discuter ensemble; de négocier ensemble ; de travailler ensemble ; de mettre à jour d'éventuels convergences, d'éventuelles divergences. Le délire "présidentialisme" de la Ve République a fini par les happer, par les dévorer eux aussi. Le "moi" de chacun l'emporte sur toute ambition collective, toute vision partagée. Le quatuor dispose pourtant d'un atout considérable avec lequel il se dispense pour l'instant de jouer - et pour cause: Christiane Taubira serait en mesure de les effacer de l'affiche - insupportable - et de concurrencer réellement Hollande - ce que les autres, à l'exception peut-être de Mélenchon, semblent incapables de mener

à bien. Pour une fois en concordance des temps politiques, ils ont donc choisi d'ignorer l'ex-ministre de la Justice. Il aura suffi de deux interviews accordées à Libération et à Yann Barthès pour signer un tonitruant retour.

Christiane Taubira a d'abord émis quelques idées simples:

- "La gauche doit être unie dès le premier tour". Mélenchon pense l'inverse.
- "Il y a bien des maisons dans la maison de la gauche. Elles ne sont pas irréconciliables". Retour au miterrandisme vainqueur.
- "Notre mission? L'égalité, la cohésion sociale, une république exigeante, bienveillante, présente". Le choix de ces trois adjectifs est capital: chacun d'eux est censé satisfaire ou rassurer les principales "familles" de cette gauche explosée, en bonne voie d'autodestruction, que Christiane Taubira, désormais, prétend remettre sur pied. Ainsi "république bienveillante" est à destination de tous ceux à gauche - et ils sont nombreux - qui n'entendent rien au scandale du burkini. La formule vaut aussi admonestation à Manuel Valls, à l'intransigeance du Premier ministre. Voilà: Christiane Taubira admoneste les uns et les autres. Le burkini, toujours: "Dans l'espace public, il y a des choses qui vous dérangent. On ne fait pas des règles sur ce qui dérange. L'espace public, c'est l'espace de la République". Leçon de laïcité, toute réplique semble inutile.

### **Un leader de gauche qui électrise même la droite**

Cela aura-t-il pour autant le moindre effet politique et électoral. Rien n'est moins sûr tant la gauche, dans son ensemble, est décatie. A l'inverse, l'effet Taubira joue aujourd'hui à plein sur la droite, ses responsables politiques, ses intellectuels, ses médias.

"Elle a une tête de fait divers": tel fut, à ce retour en politique active, le commentaire un tant soit peu raciste d'un responsable LR (Les Républicains) de la fédération des Pyrénées Atlantiques. Les réseaux sociaux aussitôt à feu et à sang.

Ce fut ensuite le tour du Figaro et de son éditorialiste politique le plus affûté, Guillaume Tabard, de se déchaîner, et pour cause. L'ex-Garde des Sceaux s'était autorisée à mettre en

cause, avec rudesse, le grand quotidien de la droite: "Je n'ai pas les compétences pour guérir les gens de ce journal. La désinformation méthodique du Figaro [à l'égard de Christiane Taubira quand elle gouvernait la Place Vendôme] en était caricaturale. C'était tellement gros qu'à la fin cela me faisait rire. C'était devenu pathologique". Nos confrères - nous pouvons les comprendre - n'ont pas supporté cette psychiatrisation. Mais Christiane Taubira, elle, a réussi son coup: enfin un leader de gauche qui électrise la droite !

Les intellectuels enfin, notamment ceux qui s'expriment sur l'excellent site Figarovox prennent au sérieux ce revival d'une gauche que, bien entendu, ils estiment ringarde, dépassée, engoncée dans ses (vieux) principes. Mais "la" Taubira les ... impressionne aussi, en quelque sorte l'adversaire idéal qui ne mollit pas sur l'essentiel, du moins l'essentiel de la gauche. "Voilà l'égérie de la gauche multiculturelle et progressiste, écrit par exemple Mathieu Back-Côté, l'une des figures montantes de l'intelligentsia droitière. Son rôle est devenu prophétique, elle s'est invitée à donner le ton à la gauche de demain. La gauche a erré, elle saura la remettre sur le bon chemin parce qu'elle n'aurait jamais trahi ses idéaux". Sacré panégyrique ! Comme si la droite intelligente, celle qui entend reconquérir le pouvoir, et pour longtemps, mise sur la gauche Taubira plutôt que sur la gauche Macron ! Une droite aussi cultivée que maligne, une droite qui ne perd plus le sens de ses intérêts ... électoraux.

### **S'engager dans la campagne présidentielle jusqu'à ... se présenter?**

Christiane Taubira ne pouvait espérer mise en scène et mise en avant plus réussies. La cohérence et la raison sont en effet de son côté quand elle les appelle toutes et tous, les "chefs" de la gauche, à la raison - au moins à "la fin de la confusion", à la "clarification". Elle va jusqu'à les renvoyer au piquet : "Il faut donner jusqu'à sa dernière goutte de sueur pour montrer que les idées de la gauche [celles qu'elle met en avant, ni celles de Valls ni celles de Macron, bien entendu] correspondent à l'époque".

Du président de la République, Christiane Taubira ne dit rien. Officiellement, ils sont restés, depuis sa démission, en bons termes, mieux que courtois. Officiellement, Hollande veut croire que jamais elle ne se présentera contre lui... Officiellement elle dément toute velléité de candidature. Quand on lui parle de sa candidature, elle réplique: "A mon âge, je vais me lancer? C'est insensé". Sans



doute... Sans doute...

Il n'empêche que si Hollande finissait par renoncer, si face à la double menace Sarkozy et Le Pen, les ego boursoufflés de Mélenchon, Dufflot, Montebourg et Hamon se réduisaient, alors la gauche de gauche serait en mesure de présenter un "bon" candidat "naturel".

Inutile de préciser son identité.

[challenges.fr](http://challenges.fr)

### III) Montebourg candidat, mauvaise nouvelle pour Mélenchon



© CHRISTOPHE ARCHAMBAULTSource:AFP

**La candidature d'Arnaud Montebourg du fait de sa rupture avec la présidence actuelle pourrait être la meilleure solution pour la gauche, estime Philippe Marlière, professeur en sciences politiques de l' University College de Londres.**

**RT France : Quand Arnaud Montebourg dit que la République a échoué à unir ses enfants pendant l'Emission politique de France 2, est-ce que cela veut dire qu'il se base sa stratégie de campagne en reconnaissant les failles de son propre parti et de la gauche en général ?**

**Cela va être une candidature d'un socialiste qui est en rupture**

**Philippe Marlière (P. M.) :** Oui, je pense qu'Arnaud Montebourg, qui va être très probablement candidat à l'élection présidentielle l'année prochaine, va l'être en étant extrêmement critique de son propre parti, de François Hollande, du gouvernement auquel il a appartenu jusqu'en 2014 et des collègues et des camarades qu'il a soutenus. Il ne faut pas oublier que lors de la

primaire socialiste en 2012, Arnaud Montebourg avait choisi François Hollande contre Martine Aubry. C'est une candidature de quelqu'un qui est toujours membre du Parti socialiste, mais dans une situation particulière. Après avoir démissionné du gouvernement, il a également quitté tous ses mandats politiques pour faire du business. Il a pris du recul. Il n'a pas de courant très fort organisé autour de lui mais il est connu. Il a une notoriété – pour le meilleur et pour le pire – son meilleur atout. Cela va être une candidature d'un socialiste qui est en rupture.

**RT France : Est-ce le seul moyen pour les socialistes, ou pour la gauche en général, de gagner la présidentielle en créant une rupture avec cette présidence ?**

**P. M. :** Ceux qui vont se présenter à la primaire – même si on ne sait pas quelle forme elle va prendre –, vont se présenter sur une ligne critique envers le gouvernement, sauf peut-être François Hollande. Ce gouvernement depuis 2012 a perdu toutes les élections, le président et le Premier ministre atteignent des records d'impopularité. Au-delà des sondages, on sent qu'il y a une cassure très forte entre le pays et ce que ce gouvernement a fait.

Si le scénario catastrophe se confirme – c'est-à-dire l'élimination de François Hollande au premier tour - ce qui n'est jamais arrivé sous la Vème république - cela veut dire qu'il y aura un duel du candidat des Républicains et de Marine Le Pen. Le groupe socialiste essaiera de se détacher du parti pour sauver sa peau lors des élections législatives qui risquent d'être catastrophiques pour le Parti socialiste qui peut connaître le pire résultat de son histoire.

**RT France : Nicolas Sarkozy reprend des idées du Front national et monte visiblement dans les sondages en devançant Alain Juppé. Cela veut-il dire que les idées de la gauche sont secondaires aujourd'hui dans la course aux voix des électeurs ?**

**P. M. :** Oui, je suis d'accord avec cette façon de présenter la situation. On a une conjoncture qui est très mauvaise pour toute la gauche actuellement. Même pour Mélenchon, qui est en dehors du parti, c'est peu probable qu'il puisse se qualifier au deuxième tour parce que la gauche est complètement fragmentée.

**Les gens ne croient plus dans la gauche sur le plan social**

Il y a deux choses : la première, c'est que la politique du gouvernement jugée comme étant trop proche des intérêts du patronat par son électorat de gauche l'a désorienté ; la deuxième chose est que comme les électeurs ont perdu confiance dans cette gauche, cela permet à toute une série d'idées qui se concentrent sur d'autres problématiques que les inégalités sociales ou économiques, notamment celles de coexistence entre les différentes communautés, notamment la question de l'intégration d'immigrés d'origine essentiellement nord-africaine et de l'islam. Les gens ne croient plus en la gauche sur le plan social. La situation est effectivement très mauvaise, délétère, parce qu'on sent très bien qu'il suffirait de très peu pour que les choses dégénèrent, quand on a des dirigeants politiques aussi importants que Sarkozy qui tiennent ce discours, au lieu d'apaiser, entretiennent les flammes et les tensions. Tout cela crée une situation très tendue, explosive.

### **Cette élection présidentielle s'annonce très mal pour la gauche**

**RT France : Cela profite-t-il à Marine Le Pen ?**

**P. M. :** Le paradoxe est que la semaine dernière Marine Le Pen est sortie de son grand silence sur cette saga absolument absurde de burkini. Marine Le Pen n'a rien dit, parce que la classe politique mainstream faisait son travail traditionnel, et il y a une semaine elle sort de sa réserve pour dire : attention, les musulmans ne sont pas nos ennemis, l'islam non plus, je suis simplement contre le fondamentalisme. C'était donc une façon de dire très à droite, ayant constaté que toute la classe politique avait repris sur ses idées sur l'islam et la compatibilité avec la République, elle peut se payer le luxe de dire : voilà, les extrémistes, ce sont eux, ce n'est pas moi. Evidemment c'est un bénéfice politique énorme pour elle, parce que l'un des problèmes du FN et de l'extrême droite, c'est d'être vu par la majorité du public comme extrémistes. A partir du moment où sur un sujet aussi brûlant vous avez la capacité de montrer que ce sont vos adversaires politiques qui sont plus extrémistes que vous, elle peut espérer pouvoir peut-être séduire un électorat qui serait tenté par un vote FN, mais qui continue de penser que ce n'est pas normal.

Cette élection présidentielle s'annonce très mal pour la gauche, parce que ce n'est pas son terrain, le terrain identitaire, celui des contacts des cultures. Je ne pense pas que Montebourg a un discours particulièrement nouveau ou fort.

### **Ce qui crée les tensions avant tout c'est les inégalités sociales, culturelles très fortes, et c'est justement les populations immigrées ou d'origine immigrée qui sont les moins bien loties et traitées**

**RT France : Arnaud Montebourg propose d'établir un service national. Est-ce qu'il essaye, comme d'autres candidats, de surfer sur la vague sécuritaire provoqué par les attentats qui ont frappé le pays ?**

**P. M. :** Prenez Valls, Montebourg et Mélenchon, ils ont là-dessus ce même réflexe patriotique, nationaliste. Le service militaire, c'est cette idée que si l'on remet l'ensemble d'une classe d'âge, hommes et femmes, en uniforme pendant un an, cela va régler le problème de cohabitation. Mais ce qui crée les tensions avant tout c'est les inégalités sociales, culturelles, très fortes, et c'est justement les populations immigrées ou d'origine immigrée qui sont les moins bien loties et traitées.

### **Arnaud Montebourg c'est quelqu'un qui fait beaucoup de gaffes, il parle de façon très tonitruante**

**RT France : Selon l'information révélée par le Canard enchaîné iTélé a déclaré ne recevoir ni Arnaud Montebourg, ni ses proches. Est-ce un signe que sa campagne démarre mal ?**

**P. M. :** Montebourg a annoncé sa candidature il y a quelques semaines, il l'avait préparée en plusieurs périodes dès le début de l'année 2016. Cela n'a pas eu un effet de surprise. Je crois effectivement qu'il a du mal à percer et on peut l'expliquer par plusieurs facteurs : premièrement c'est qu'il est parti du gouvernement avec éclat en 2014, en disant qu'il s'opposait à la politique du gouvernement. Après, il a été extrêmement critique de sa politique économique et sociale, ces mêmes politiques qu'il accompagnait largement en tant que ministre des Finances. Il y a donc une contradiction entre ce qu'il a fait et ses critiques. Notamment, je sais qu'à la gauche il a du mal à passer, parce qu'on ne pense pas que ce soit un candidat crédible. Par exemple, bien avant Mélenchon il a parlé il y a une dizaine d'années de la sixième République, contre la République gaulliste avec peu de pouvoirs, pour redonner plus de pouvoir au parlement. Sur d'autres questions, les politiques économiques, de l'offre néo-libérale du gouvernement, il a trempé dedans pendant un an, un an et demi. Il a fait aussi des alliances par la droite du parti. Il avait dit beaucoup de mal de François Hollande aux primaires de 2012 et surtout en 2007, lorsque Ségolène Royal avait



gagné la primaire. Cela n'a pas duré longtemps, parce qu'Arnaud Montebourg c'est quelqu'un qui fait beaucoup de gaffes, il parle de façon très tonitruante.

Quand Ségolène Royal l'a nommé directeur de campagne une fois qu'elle a été nommée candidate, et il l'a dit dans les médias : «Ségolène Royal est parfaite, mais elle n'a qu'un seul défaut, c'est son compagnon.» Elle l'a évidemment tout de suite suspendu. Il y a donc chez lui un côté imprévisible et surtout dire que c'est un candidat de rupture, bien à gauche, toute la gauche ne sera pas d'accord.

**La façon de Montebourg de traiter les problèmes est un peu ancienne, il faut traiter avant tout les grandes questions sociales et économiques**

Encore un point, son programme n'est pas des plus modernes. On lui reproche aussi d'être peu sensible au thème de l'écologie, je crois qu'il n'a rien à dire sur les questions d'intégration et de multiculturalisme en France, sur les rapports hommes-femmes. Sa façon de traiter les problèmes est un peu ancienne, il faut traiter avant tout les grandes questions sociales et économiques.

**Si Montebourg est candidat du PS, c'est une mauvaise nouvelle pour Mélenchon**

**RT France : Montebourg peut-il être un candidat fort de toute la gauche ? Ou Mélenchon pourrait être meilleur ?**

**P. M. :** S'il est candidat du PS, c'est une mauvaise nouvelle pour Mélenchon. Il y a une option pour qu'il ne se présente pas à la primaire socialiste. Mais, en admettant qu'il y va, s'il gagne cette primaire, ce qui est possible, il est dans une position assez forte, il va présenter un grand parti français, même s'il a perdu des militants et des voix, il aura un discours de rupture avec François Hollande. Il pourra à la fois regarder sur sa gauche, tout en disant qu'il n'est pas un candidat extrémiste comme Mélenchon. Ce serait une situation idéale pour lui.

*Les opinions, assertions et points de vue exprimés dans cette section sont le fait de leur auteur et ne peuvent en aucun cas être imputés à RT.*

## **IV) Macron trace sa route malgré les contre-feux allumés au PS**

Par Stéphanie LEROUGE



Macron trace sa route malgré les contre-feux allumés au PS  
L'ancien ministre de l'Economie, Emmanuel Macron participe à un colloque sur l'héritage de Michel Rocard, le 15 septembre 2016 à l'Assemblée nationale à Paris © BERTRAND GUAY

**Trois semaines après sa sortie du gouvernement, l'ex-ministre de l'Economie Emmanuel Macron poursuit son chemin vers une candidature à la présidentielle de...**

Trois semaines après sa sortie du gouvernement, l'ex-ministre de l'Economie Emmanuel Macron poursuit son chemin vers une candidature à la présidentielle de 2017 et engrange les soutiens, malgré les tirs de barrage de la majorité.

Invité de marque du Sommet des réformistes européens organisé à Lyon par Les Gracques et l'Institut Montaigne, en partenariat avec des think tanks européens, M. Macron y prononcera samedi un "grand discours sur l'Europe", selon le maire PS de Lyon, Gérard Collomb, un de ses plus fervents soutiens.

Egalement annoncés : la députée européenne Sylvie Goulard (MoDem), l'ancienne ministre des Affaires étrangères espagnole Ana Palacio, l'ex-directeur de l'OMC Pascal Lamy ou l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine.

L'ancien président de l'UDI Jean-Louis Borloo, s'est décommandé à la dernière minute. Il est "retenu à New York", a fait savoir l'entourage de M. Collomb.

Depuis le lancement des invitations, M. Macron a démissionné de son poste et beaucoup de

participants se sont désistés, tels l'ancien banquier Jean Peyrelevade, proche de François Bayrou, l'économiste Jean Pisani-Ferry ou le commissaire européen Pierre Moscovici.

Le think tank de gauche Terra Nova, initialement coorganisateur de l'événement, s'est aussi retiré.

Interrogé sur des pressions ayant perturbé l'organisation du sommet lyonnais, M. Macron a rétorqué: "Celles et ceux qui sont dans une approche disciplinaire, patrimoniale ou clanique de la politique ne parlent plus au pays depuis longtemps."

"Notre pays vaut mieux qu'un clan ou qu'un courant partisan. Aujourd'hui, ils prennent un ton grave pour appeler à l'union nationale dès que le Front national menace, ou lorsqu'une tragédie terroriste survient. Mais l'union nationale, ce n'est pas la réunion des clans", a-t-il déclaré aux quotidiens régionaux du groupe Ebra.

"La chasse au Macron est lancée ! Il y a beaucoup de rabatteurs", ironise M. Collomb.

"Tout cela se place dans une perspective plus large, où l'on a décidé de taper sur Macron; où l'on dit aux députés proches de Macron: +Toi, tu vas voir comment on va s'occuper de ta circonscription.+ ", accuse M. Collomb, cofondateur des Réformateurs, l'aile droite du PS.

De fait, depuis la démission de M. Macron le 30 août, le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis a menacé à plusieurs reprises ses partisans de sanctions.

Quant à Manuel Valls, bien décidé à "cogner" sur son rival en progressisme, il dénonce en privé une "aventure individuelle" qui pourrait "détruire la gauche".

- 'Sauter du Titanic' -

Pas de quoi impressionner l'ancien protégé de François Hollande, il est vrai porté par des sondages flatteurs, qui le créditent systématiquement de meilleurs scores que le président au premier tour de la présidentielle.

M. Macron entend présenter son "diagnostic" sur l'état de la France début octobre, au cours de "deux ou trois" conférences meetings. Il présentera ensuite de novembre à janvier son "plan de transformation", articulé autour de "huit à dix thématiques".

En parallèle, M. Macron structure le mouvement qu'il a lancé en avril, En Marche !. Celui-ci, qui comptait vendredi plus de 80.000 adhérents, veut devenir une "vraie force politique" susceptible "d'entrer dans le jeu électoral" en présentant 577 candidats aux législatives, qu'ils soient issues de la société civile, du centre droit ou du PS.

M. Macron, qui revendique le soutien d'une quarantaine de parlementaires, aurait par ailleurs déjà récolté deux millions d'euros de dons, sur un objectif de dix millions.

Quand sera-t-il candidat ? Plusieurs de ses proches affirment qu'il n'attendra pas que M. Hollande le soit (au plus tard le 15 décembre), faisant le pari que sa candidature empêchera celle du président.

Si pour M. Collomb, cette candidature ne fait "aucun doute", un autre proche se montre plus prudent: "Macron ne sera pas candidat s'il n'a pas une équipe, un projet, un mouvement".

"Si la dynamique se poursuit, Macron sera candidat, il y aura des ralliements: il s'agit de sauter du Titanic dans un bateau où il n'y a pas de trou!", pronostique cette source.

Jeudi, l'écologiste Daniel Cohn-Bendit a semblé prêt à monter à bord, en expliquant que M. Macron pourrait passer devant Nicolas Sarkozy au premier tour.

L'ancien ministre chiraquien Renaud Dutreil a de son côté lancé une page Facebook, intitulée: "la droite avec Macron".

[publicsenat.fr](http://publicsenat.fr)

**LAPRESSEENREVUE.EU**

**V) CHIFFRES RMC - Plus de 10% des professeurs ont l'intention de voter Front national en 2017**



Selon un sondage CEVIPOF que nous vous dévoilons ce vendredi, au premier tour de l'élection présidentielle en 2017, les intentions de vote des enseignants pour le Front national se situent entre 10,5 et 11,5% en fonction du candidat Les Républicains. C'est près de quatre fois plus qu'il y a 10 ans.

Traditionnellement à gauche, le corps professoral change ces dernières années et voterait de plus en plus Front national. C'est en tout cas ce qu'il ressort d'un sondage CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) que nous vous dévoilons ce vendredi. Ainsi, au premier tour de l'élection présidentielle en 2017, les intentions de vote des enseignants pour le Front national se situent entre 10,5 et 11,5% en fonction du candidat Les Républicains. C'est près de quatre fois plus qu'il y a 10 ans.

Plus précisément, si Nicolas Sarkozy sort vainqueur de la primaire de la droite et du centre, 10,7% des enseignants auraient l'intention de voter pour le FN. Si c'est Alain Juppé, ces intentions grimpent à 11,4%. A noter que Marine Le Pen a débuté jeudi sa série de "conventions présidentielles" en abordant les questions d'éducation et d'enseignement supérieur, l'occasion pour la présidente du Front national de poursuivre son opération séduction auprès des enseignants.

Par Maxime Ricard avec Pauline Baduel



## **VI) L'échec de ce quinquennat impose à la gauche une refondation historique !**

Philippe Noguès  
Député du Morbihan et premier frondeur à avoir quitté le Parti socialiste en juin 2015.

**François Hollande entrainera-t-il toute la gauche dans sa chute ? Philippe Noguès qui considère que le bilan du président de la République "est simplement indéfendable", tire la sonnette d'alarme. Sans refondation de fond en comble de la gauche, hors "des stratégies à court terme des appareils politiques et de leurs états-majors parisiens", les citoyens risquent de s'en détourner définitivement.**

ALEX NICODIM/SIPA



Le mandat présidentiel de François Hollande est entré dans sa dernière phase. Soyons honnêtes, le bilan, du point de vue de la justice sociale, de la réduction des inégalités, du vivre-ensemble, du progrès écologique ou du renouveau démocratique, est simplement indéfendable. La situation du pays ne s'est pas améliorée, les Français ne vivent pas mieux en 2017 qu'ils ne vivaient en 2012 et une nouvelle fois, la gauche après l'exercice du pouvoir apparaît totalement décredibilisée.

En dehors de supporters inconditionnels, qui pourrait aujourd'hui évaluer positivement cette période de notre histoire politique ?

Pourtant il y a 4 ans, nous avions un certain nombre de cartes en main pour appliquer le programme sur lequel nous avons été élus. Bien sûr la situation n'était pas totalement idyllique. La droite notamment nous laissait une situation économique difficile. Mais nous arrivions avec un programme différent qui pouvait nous permettre de redémarrer sur des bases nouvelles, pour certaines d'entre elles inexplorées, aussi bien au niveau national qu'eupéen.

Hélas ! Quatre ans plus tard, elles le restent toujours... inexplorées ! Le constat est simple : François Hollande n'a jamais tenté de mettre en place les orientations qu'il avait défendues tout au long de sa campagne. Et c'est incontestablement



le principal reproche que lui font les Français, car au manque de courage s'est ajouté un déficit d'imagination.

De 2007 à 2012, Nicolas Sarkozy avait clairement échoué, au travers d'une politique libérale, à redresser une France qu'il laissait, en outre, profondément divisée. Au-delà de l'affaiblissement de la parole politique et de la désacralisation « bling-bling » de la fonction présidentielle, c'est d'ailleurs sans doute la principale raison pour laquelle les Français avaient choisi de faire confiance en 2012 à un homme qui proposait le changement, au point d'en faire son principal argument de campagne.

Malheureusement, à peine élu, François Hollande choisit de remettre aux calendes grecques plusieurs de ses principaux engagements de campagne. Au lieu d'agir, pour infléchir la politique libérale de Bruxelles et renégocier le Pacte budgétaire européen, ce dont il avait reçu mandat du peuple français, il se contente de « rassurer nos partenaires », à commencer par Madame Merkel, et fait mine de croire à une vague promesse, d'ailleurs jamais tenue, d'une politique de relance européenne. Il fait valider le traité européen et enferme ainsi encore plus fortement l'Europe dans cette politique rejetée par une majorité de Français. Comme un symbole, le péché originel de ce quinquennat prend l'aspect d'un acte manqué européen.

A la place d'une grande réforme fiscale, tant attendue, qui aurait apporté plus de justice sociale, il s'engage dans une multitude de réformes incompréhensibles pour la majorité des citoyens, et finit presque naturellement par s'engager dans une politique économique prônée jusque-là essentiellement par la droite et le patronat. L'OFCE (L'Observatoire français des conjonctures économiques) estime qu'entre 2012 et 2016, les ménages français auront eu à supporter une hausse fiscale de 35 milliards d'euros, pendant que les entreprises, sans distinction, voyaient leurs contributions fiscales s'alléger de 20 milliards d'euros, sans parler des autres avantages du pacte de responsabilité. L'austérité fiscale, plombant la consommation des classes moyennes, tuait dans l'œuf tout espoir de reprise économique.

Bien sûr, un quinquennat ne peut se résumer à une politique économique. Certains engagements seront tenus, au moins partiellement : Mariage pour tous, Cop21, loi santé, loi sur la transition énergétique en sont des exemples. François Hollande aura une attitude particulièrement digne

et forte face aux attentats barbares qui ont ensanglanté notre pays. Malheureusement, là encore, la suite laisse à désirer : tentative d'imposer une déchéance de nationalité, tournant sécuritaire mal maîtrisé.

Et finalement, point d'orgue à cette lente et désespérante descente aux enfers, alors que le quinquennat touche à sa fin, la gauche voit le président qu'elle a porté au pouvoir, oser s'en prendre à l'un des principaux acquis des combats sociaux : le code du travail.

Echec enfin incontestable, la gauche au pouvoir n'aura rien changé aux pratiques politiques que nos concitoyens exècrent : reniements, coups tordus, passages en force, réflexes de castes...etc. Le dépoussiérage, pourtant urgent, de nos institutions, de notre démocratie et de notre classe politique n'aura pas eu lieu.

Comment dans ces conditions, ne pas comprendre que la confiance ait disparue ? La grande majorité des citoyens que je rencontre (du moins ceux qui se déplaceront lors des échéances de 2017) se pose clairement la question : « mais pour qui vais-je pouvoir voter ? »

Les primaires, qui en 2011 avaient au moins eu le mérite de permettre un vrai débat d'idées, sont devenues un petit jeu des égos qui n'apparaît franchement pas de nature à rassurer. Où est la crédibilité politique de candidats qui s'engagent dans la même primaire que le président sortant dont ils jugent la politique indéfendable, en promettant malgré tout de le soutenir s'il l'emporte ? Dans les temps de crise et de défiance, les petites compromissions apparaissant comme de grandes trahisons, le retour à l'exemplarité, à la sincérité et à l'indépendance semble pourtant dorénavant un passage obligé si nous souhaitons sauvegarder la maigre confiance restante du peuple envers ses représentants.

Je n'affirmerais pas, comme l'a fait le Premier ministre, qu'il y a en France deux gauches irréconciliables. Il existe, c'est une certitude, des personnalités politiques irréconciliables, dont un certain nombre serait bien inspiré de quitter la scène publique et laisser la place. Pour ma part, je crois que la gauche qui a un avenir, c'est celle qui accepte de rénover ses pratiques et ses habitudes tout en restant elle-même, celle qui défend toujours l'alternative ; c'est celle qui ne se contente pas du monde tel qu'il est, celle qui protège les intérêts du peuple et non ceux des élites de toutes sortes; c'est celle qui préfère rester fidèle à ses valeurs plutôt que de courir après la

droite et les forces de l'argent.

Il est aujourd'hui urgent d'ouvrir le chantier d'une grande respiration démocratique, et j'entends bien y mettre toute mon énergie dans les semaines à venir. L'échec de ce quinquennat impose à la gauche une refondation historique. Brisons les carcans, sortons des stratégies à court terme des appareils politiques et de leurs états-majors parisiens. C'est de choix collectifs dont nous avons besoin. Cela nécessite, au-delà des partis, d'écouter les citoyens, de les remettre au centre du vaste mouvement qui devra naître, pour empêcher notre pays de tomber aux mains des forces politiques les plus réactionnaires. Mais le temps est compté !



## VII) Participons à la primaire de la droite



Photo :AFP

### Les mots qui fâchent par Philippe Torreton

«Je partage les valeurs républicaines de la droite et du centre, et je m'engage pour l'alternance afin de réussir le redressement de la France. » Voilà ce que devront signer toutes les personnes voulant participer aux primaires de la droite.

Cette phrase est suffisamment floue pour que tout le monde s'y retrouve finalement, de la peine de

mort à l'indépendance de la justice, de l'éducation nationale au service civique, de la laïcité au patrimoine culturel, un certain nombre de thématiques, si l'on ne rentre pas dans les détails, nous rassemblent. Il nous sera demandé de signer cette déclaration sur l'honneur. Mais en ces temps de mise en examen de populisme à tout va, de clientélisme, est-ce bien à la droite de mettre en avant l'honneur du citoyen pour s'assurer de la sincérité de son vote ? Nous pouvons même prêter serment, s'ils le veulent. Non, reste l'argument le plus problématique pour bon nombre de Français, sincères ou non, les deux euros à déboursier à chaque scrutin. *Quatre euros dans une France aux 10 millions de pauvres, ça reste une somme ingaspillable.*

Quatre euros, c'est un repas de plus, des vivres ; quatre euros, quand on vit mal, on y tient. Mais pour ceux qui ont la chance de vivre de façon plus confortable, pour quatre euros et un engagement en croisant les doigts dans le dos, nous pouvons changer la donne de ces primaires que Sarkozy a taillées sur mesure pour sa personne. Imaginez un seul instant parvenir à faire en sorte que ce même Sarkozy ne soit même pas au deuxième tour de son Trivial Pursuit ? Et ainsi permettre aux juges de prendre leur temps pour soigner son dossier, ce serait une façon citoyenne de participer concrètement au manque de moyens de notre justice qui a pour effet, entre autres, d'allonger les délais entre les différentes étapes de la procédure.

Philippe Torreton

**l'Humanité**.fr

**LAPRESSEENREVUE.EU**



**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !  
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog  
[www.overblog.com](http://www.overblog.com)